

Aujourd'hui, nous commémorons 15 ans de guerre contre l'islam radical.

Les attentats de New York peuvent être interprétés comme une déclaration de guerre à l'Occident, non de la part d'un Etat à un autre Etat ou à une alliance d'Etats, mais d'un groupe de fanatiques, qui veut imposer sa vision religieuse à l'ensemble des peuples. Bien loin d'être contenue, cette engeance a proliféré avec intelligence et férocité, exploitant toutes les faiblesses de l'Occident, de ses dirigeants mais aussi de ses populations préoccupées par la recherche d'un bien-être à améliorer, concept soutenu, sinon imposé par des classes politiques elles-mêmes anesthésiées face aux réalités du monde. La guerre était morte. La défense militaire des états était un concept obsolète. La « guerre contre le terrorisme » menée en particulier par le monde anglo-saxon était une hérésie.

Aujourd'hui, quinze ans après les attentats de New York et la destruction des tours du World Trade Center, la guerre est un terme qui est revenu dans les discours politiques et qui s'est installé dans les esprits. La « guerre contre le terrorisme » fait partie du discours politique français alors que la classe politique française s'était gaussée du président Bush junior. L'armée française fait la guerre en zone sahélienne, frappe daech en Syrie et en Irak, déploie depuis quelques jours de l'artillerie en Irak, donc des troupes au sol. Elle est déployée sur le territoire national pour la première fois depuis la guerre d'Algérie. Il est annoncé un budget de la défense nationale à 2% du PIB surtout pour le prochain gouvernement. Au bilan, 235 djihadistes ont été arrêtés depuis janvier 2016. Depuis 18 mois, plus de 240 français, des milliers de blessés ont été victimes du terrorisme islamiste.

La guerre contre daech et l'islamisme radical est donc devenue mondiale. Le conflit au Moyen-Orient en particulier s'est étendu et a vu l'implication depuis fin août des forces armées turques en Syrie. Ceci me conduit à une réflexion sur cet engagement, devenu médiatiquement bien discret en France avec cette question : la Turquie est-elle encore fiable dans l'OTAN et aux côtés des occidentaux ? Les Kurdes ne seraient-ils pas devenus nos meilleurs alliés contre l'islamisme radical sinon même contre l'islam politique ?

En effet, le conflit au Moyen-Orient s'est étendu à l'affrontement entre Turcs et Kurdes sur le territoire syrien. Cette situation montre à nouveau la position ambiguë du gouvernement islamo-conservateur de la Turquie qui combat à la fois Bachar Al Assad notamment par l'intermédiaire du groupe islamiste « Front Fatah al-Sham », ex Al Nosra, affilié à Al Qaida et les Kurdes eux-mêmes combattant daech.

Histoire des Kurdes et éclatement du peuple kurde

L'histoire pèse sur les Kurdes. Pour leur engagement avec les pays de l'Entente contre l'Empire ottoman et les Allemands en 1914, les Kurdes, peuple indo-européen et musulman sunnite, avait reçu la promesse lors du traité de Sèvres de 1920 de pouvoir créer un Etat-nation de 30 à 40 millions d'habitants. Les accords de Lausanne de 1923 ont renié cette promesse. Les Kurdes ont été divisés inégalement entre l'Irak (15 millions) et trois Etats issus de l'Empire ottoman : Irak (4,6 millions), Turquie (15 millions) et Syrie (2 millions).

Le nationalisme kurde s'est construit pour sa part en deux modèles. Le premier modèle, irakien, dispose d'une autonomie incomparable. Il est cependant sous influence turque

notamment en raison de la commercialisation du pétrole. Il est politiquement divisé. Une entité nord sous l'autorité de la famille Barzani et du Parti Démocratique du Kurdistan (PDK) ne soutient pas la création d'un Etat kurde en Syrie, le Rojava. Au Sud, le clan de Jalal Talabani (Union Patriotique du Kurdistan, UPK) soutient en revanche le Rojava syrien.

Le second modèle, celui de la lutte armée contre l'État turc depuis 1978, est incarné par Abdullah Öcalan. Son mouvement, le PKK (Parti des Travailleurs du Kurdistan) autrefois marxiste-léniniste, prône une forme de démocratie directe. Si ce mouvement a été soutenu par le régime syrien jusqu'en 1998, le revirement de Damas à son égard, sous la pression turque, l'a conduit à entamer une mutation structurelle. Le Parti de l'Union Démocratique (PYD), émanation du PKK turc en Syrie, a pris aujourd'hui son indépendance. Cependant, entre les Kurdes de Syrie et ceux de Turquie, la situation reste compliquée. Les actes terroristes du PKK en Turquie nourrissent la guerre avec Ankara qui, à son tour, justifie l'intervention de l'armée turque en Syrie contre le PYD.

Vers un Etat kurde à partir du territoire syrien ?

Entre les années 1960 et 2000, le régime de Damas ne tolérait le nationalisme kurde qu'à la condition qu'il s'exerce dans les pays voisins. 20% des combattants du PKK en Turquie étaient ainsi des Kurdes de Syrie. Depuis 2012, il est toléré dans son expression syrienne. A la faveur de cette conjoncture, le PYD a expérimenté sur le territoire syrien les évolutions de la théorie politique proposée par le PKK. Ainsi, début 2015, « la Charte » préfigure-t-elle une Constitution pour les régions autonomes qui composent le *Rojava Kurdistanye* – littéralement le Kurdistan occidental.

Les Kurdes mettent donc en place un véritable État, une entité fédérale sous le nom de « Rojava » qui comprend une grande partie des territoires historiquement kurdes du Nord de la Syrie. Ils administrent à présent un territoire de quelque 28 500 km². La France est le quatrième pays à avoir ouvert le 23 mai 2016 un bureau de représentation du Rojava.

En avançant en direction de Raqqa et en conquérant les zones frontalières au nord de cette ville, les forces kurdes ont ajouté aux territoires qu'ils contrôlent des zones à majorité arabe, peu sensible à leur cause. Les relations entre Arabes et Kurdes restent soumises à tension. Dans le combat contre daech, les unités de protection du peuple (YPG, Kurdes) ont formé les Forces démocratiques syriennes (FDS) avec des groupes armés arabes. A défaut de forces terrestres occidentales, elles sont le fer de lance au sol indispensable à la guerre contre daech comme l'a montrée la reprise le 12 août de la ville arabe de Manbij pour un coût humain de plus de mille combattants tués ou blessés. Elles ont donc une forte légitimité sur le terrain et agissent sur un front de 900 km.

Depuis la victoire sur daech à Kobane au Nord de la Syrie en janvier 2015 qui a permis d'unifier deux des enclaves kurdes, la population administrée par le Rojava est d'environ 2 millions d'habitants, mais seule 60% de celle-ci est kurde. Elle dispose de ressources en pétrole qui assuraient auparavant le tiers de la production syrienne. Les cartes officielles du Rojava s'étendent du Tigre jusqu'à la limite du Djebel Alaouite.

Les gains militaires et politiques réalisés par le PYD, en particulier la déclaration unilatérale du

17 mars 2016 sur le fédéralisme en Syrie, font de cet acteur un élément incontournable de la résolution de la crise syrienne.

La Turquie, une position ambiguë

Le 24 août 2016, l'opération « Bouclier de l'Euphrate » lancée par la Turquie pour combattre daech en Syrie vise surtout à chasser à l'Est de l'Euphrate les milices kurdes syriennes (YPG). Tout en coopérant avec les FDS, l'intervention militaire turque contre daech qu'elle a soutenu indirectement pendant très longtemps, notamment par la porosité de ses frontières et par des forces formées en Turquie, notamment des Turkmènes, est bien un prétexte. Le président turc veut empêcher à tout prix la création d'une continuité régionale kurde en Syrie.

Alors que la Turquie est dans l'OTAN, au conseil de l'Europe, a un juge à la Cour européenne des droits de l'homme, son intervention militaire comme la forte répression après la tentative de coup d'état de cet été suscitent peu de condamnations de ces institutions qui veulent ancrer à tout prix la Turquie à l'Europe. Les Etats-Unis soutiennent aussi la Turquie, deuxième armée de l'OTAN après celles des Etats-Unis, pour maintenir la pression sur la Russie. De fait, ils ont abandonné les Kurdes... comme ils ont abandonné la France en 2013 lorsque celle-ci avait voulu intervenir militairement en Syrie.

Enfin, peut-on aujourd'hui faire confiance au gouvernement autoritaire d'Erdogan, qui reconstruit un nouvel empire ottoman en s'appuyant sur une influence territoriale accrue, l'identité religieuse sunnite, une armée islamisée ? Ne faudrait-il pas soutenir la reconnaissance d'un Etat kurde dans le cadre d'une réorganisation territoriale d'une partie du Moyen-Orient ?

Quant aux conséquences militaires, un certain nombre de questions peuvent être posées :

1. Les Kurdes de Syrie ont-ils un intérêt à se battre contre daech tant que celui-ci ne menace pas le territoire kurde d'autant que l'aviation de Bachar Al Assad les a aussi bombardés ?
2. Les Kurdes ne doivent-ils pas laisser les Syriens arabes combattre seuls daech et dans ce cas comment garantir leur neutralité ?
3. En cas de retrait des forces kurdes, n'est-ce pas donné un sursis à daech ?
4. L'armée turque pourrait-elle être engagée pour aller jusqu'à Damas et faire tomber Bachar Al Assad, sinon au moins jusqu'à Raqqa ? La mise en œuvre de cette stratégie permettrait à la Turquie de s'affirmer comme une puissance régionale, de contrôler l'espace kurde tout en confirmant l'autorité d'Erdogan sur l'armée turque.
5. Dans ce contexte, quelle serait l'attitude de l'Union européenne, de l'OTAN ? La Turquie peut-elle d'ailleurs encore faire partie de l'OTAN sinon même du Conseil de l'Europe ?
6. Quelle confiance les Kurdes peuvent-ils encore accorder aux Etats-Unis qui privilégient l'alliance avec la Turquie et empêcheront donc la création d'un Etat kurde de Syrie, se servant pourtant sans contrepartie des forces terrestres kurdes pour combattre daech ?
7. En cas de défaite territoriale de daech, qui pourrait pourtant être compromise par un retrait des forces militaires kurdes, quelle forme prendrait le conflit entre Bachar al Assad et ses opposants ?

Ces quelques questions de relations internationales ne peuvent qu'alimenter un débat fort intéressant mais stratégique.